



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration FSU CDEN 23 novembre 2017

Rétablissement du jour de carence, ajournement des mesures de revalorisation des fonctionnaires en dépit de la signature du Parcours Professionnel pour les Carrières et Rémunérations, hausse de la CSG, fin des contrats aidés, disparition annoncée du dispositif Plus de Maîtres Que de Classes. Ce sont autant de points qui placent cette rentrée scolaire sous le signe d'un manque de confiance tandis que le ministre de l' Education Nationale affiche le contraire. Le gouvernement prévoit 120 000 postes en moins dans la Fonction Publique. Cette politique vexatoire et punitive ne peut que conduire à une réduction de nos missions et du service rendu aux usagers.

Certes la baisse du nombre d'élèves est incontestable dans le premier degré. Mais conserver un P/E qui peut sembler confortable aux yeux d'une gestion comptable des personnels est pourtant une nécessité qu'impose la ruralité de notre département. Le nombre d'élèves diminue, mais la FSU restera vigilante, au moment des mesures de carte scolaire quant à la durée de transport des enfants. A deux reprises pendant et après la campagne présidentielle, Emmanuel Macron a énoncé qu'il ne fermerait pas d'école. Nous souhaitons que ses propos s'illustrent dans notre département.

Le dispositif Plus de Maîtres Que de Classes, ou Maître + selon l'appellation, reçoit l'approbation des équipes là où il est implanté. Le SNUipp-FSU a imaginé et défendu ce dispositif des années avant qu'il ne soit mis en place. Nous n'avons aucun doute sur son efficacité et son action positive auprès des élèves comme des équipes. C'est pourquoi la FSU s'inquiète de la disparition programmée des PMQC au profit des CP puis des CE1 à 12. Nous condamnons leur mise en place avec des moyens constants si cela entraîne la disparition des Maîtres + de notre département.

Lors de l'audience en Préfecture concernant la suppression des contrats aidés, la FSU a alerté les autorités sur les conséquences désastreuses tant auprès des associations du département que dans l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

La chasse aux contrats aidés, si vous nous permettez l'expression, conduira à une nouvelle détérioration des conditions de travail des enseignants. Environ 100 élèves sont actuellement en attente d'un accompagnement par un.e AVS et nous savons que de nouvelles demandes de notification sont en cours. Nous espérons que le recrutement de personnels interviendra rapidement et la FSU continue de rappeler la nécessité d'emplois pérennes

pour ces personnels devenus indispensables. Quant à l'aide à la Direction, c'est avec regret que nous voyons se terminer les derniers contrats sans compensation dans la charge de travail des directeur.rice.s.

A la FSU, nous souhaitons travailler collectivement pour maintenir le service public d'éducation afin d'éviter les déserts scolaires. C'est pourquoi nous passons ici un message aux maires pour qu'ensemble nous réaffirmions l'impact de la présence des écoles et des collèges. Il existe une forte corrélation dans la capacité de repeuplement d'un secteur et son maillage de services publics.

Avant d'aborder le second degré, nous évoquons ici un sujet qui aurait pu être traité en CTSD de rentrée : il s'agit de la mise en place du nouveau cycle 3. Si la FSU encourage le travail inter-degrés, nous nous inquiétons de l'absence de frais de déplacement pour les collègues de premier degré et les professeurs de collèges qui se rendent aux réunions communes en dehors de leur résidence administrative.

Depuis plusieurs années, la FSU alerte les pouvoirs publics sur le manque d'attractivité de la profession d'enseignant liée à la dévalorisation de notre métier, notamment financièrement. A cet égard, le report de PPCR ou la suppression de postes de stagiaires ne sont pas des signaux qui vont améliorer les choses. De ce fait, assurer le remplacement par du personnel titulaire est devenu impossible. Nous sommes très inquiets de voir que le nombre de Titulaires de Zone de Remplacement est déjà, à cette période de l'année, épuisé dans certaines disciplines, telles en mathématiques, technologie, anglais, français, santé sociale etc

L'évolution d'APB en Parcoursup mis en place dans la précipitation met les élèves et une fois de plus, les équipes enseignantes en difficulté. Une sélection dans certaines filières de l'université, remet ainsi en question le droit d'accès à l'université des bacheliers. Cette nouvelle organisation ne réglera pas le fond du problème : l'augmentation du nombre d'étudiants liée à l'augmentation démographique.

Pour finir, le programme "devoirs faits" pose des problèmes particuliers en milieu rural avec la question des transports scolaires, sujet que la FSU a évoqué avec madame la Directrice Académique. En outre, cette mesure semble plus être du bricolage que portée par une réflexion de fond. La question de l'encadrement de ce temps « devoirs faits » est entière.

Certaines mesures gouvernementales répondent à des impératifs de communication et la FSU s'inquiète fortement pour l'avenir des services publics de qualité dans notre département.